

Rica – Réseau d'information comptable agricole

Les résultats économiques des exploitations agricoles se redressent nettement en 2017

En 2017, les résultats provisoires des exploitations se redressent nettement et retrouvent un niveau proche de la normale. Le résultat moyen régional repasse ainsi devant le résultat moyen des exploitations françaises. Les rendements sont bien meilleurs qu'en 2016, les prix globalement corrects et les charges poursuivent leur baisse. Seules 13 % des exploitations régionales auraient un résultat négatif. La rentabilité progresse mais reste sous la normale, et la solvabilité demeure bonne.

En 2017, les résultats économiques provisoires des exploitations agricoles retrouvent un niveau «normal», comparable aux années 2014-2015. Cela aidera à oublier l'année 2016, marquée par des conditions climatiques particulières et des prix bas. A 43 000 €, le résultat courant avant impôts (RCAI) moyen régional des exploitations moyennes et grandes repasserait devant le résultat moyen français qui se situerait à 38 000 €.

Ramené à l'actif non salarié (Utans), le RCAI moyen régional serait de 31 650 € en 2017, contre 27 240 € au niveau national.

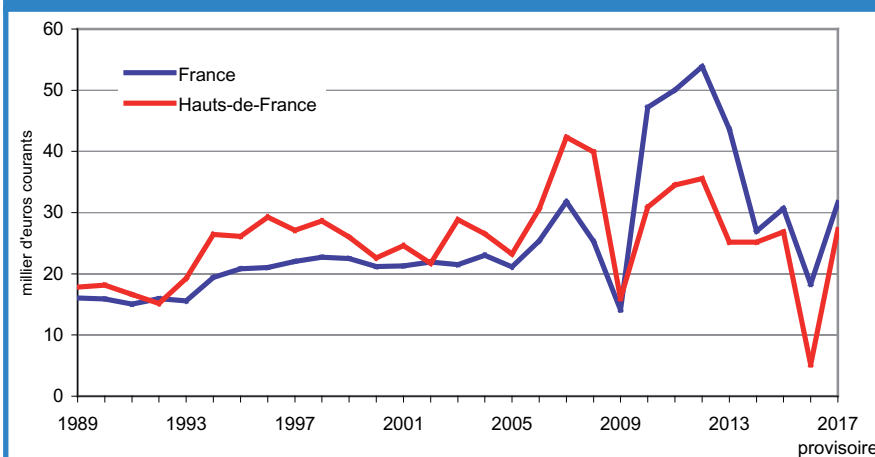
Les conditions de la campagne 2017

La campagne 2017 a été meilleure qu'en 2016, les rendements ayant compensé des prix restés bas. La sécheresse, si elle a impacté négativement la pousse de l'herbe, a permis d'avoir une pression fongique faible en céréales et pommes de terre. Les rendements sont donc corrects

en céréales, et la qualité satisfaisante. Les prix, plutôt moyens, et tirés par le bas du fait des abondantes récoltes russes, sont toutefois supérieurs à ceux de 2016. La production de pommes de terre est en forte hausse, sous l'effet cumulé de l'augmentation des surfaces et de bons rendements. Ces gros volumes conjugués aux stocks restants font cependant chuter le prix de la pomme de terre, inférieur à la moyenne quinquennale. La situation est similaire en betteraves, où une production très importante pèse sur les cours du sucre. En productions animales, la pousse de l'herbe est insuffisante et les éleveurs laitiers doivent compléter l'alimentation des bovins. La production de lait et son prix augmentent légèrement : la situation est moins défavorable mais ne revient pas aux niveaux connus pendant les quotas. Les cours de la viande bovine connaissent une légère embellie. En moyenne à l'année, les cours de la viande porcine ont progressé de +7 % par rapport à 2016, mais ce cours reste très variable au jour le jour.

Le RCAI/Utans moyen retrouve un niveau normal

Résultat courant avant impôt moyen par actif non salarié



Source : Agreste - RICA 1989 à 2017 provisoire



Agreste :
la statistique
agricole

Si la situation s'améliore nettement en 2017 par rapport à 2016, le RCAI/Utans régional 2017 resterait malgré tout légèrement inférieur à la moyenne des années 2013-2015 (-6 %). La situation serait inverse en France, +6 %, du fait d'un impact moindre des conditions climatiques atypiques locales sur la totalité du territoire.

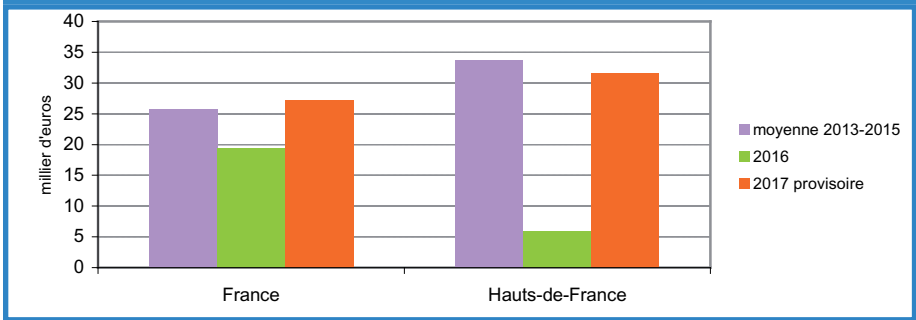
Entre 2016 et 2017, 85 % des exploitations des Hauts-de-France auraient un résultat en hausse. Toutefois, ce chiffre est sans doute à relier aux 85 % d'exploitations qui avaient vu leur résultat baisser de façon exceptionnelle entre 2015 et 2016. Au niveau français, ce seraient 62 % d'exploitations qui verraient leur résultat augmenter entre 2016 et 2017.

Les exploitations régionales dont le résultat baisserait entre 2016 et 2017 seraient très majoritairement (65 %) des grandes exploitations (PBS supérieure à 100 000 €).

En 2017, le RCAI/Utans régional médian s'élèverait à 24 300 €, soit près de 4 000 € de plus que le national. Le pourcentage d'exploitations qui auraient un résultat négatif est proche entre la région (13 %) et la France (14 %). La dispersion des résultats, très importante en région Hauts-de-France, demeurerait plus importante qu'en France. Il y aurait ainsi près de 77 000 € d'écart entre le premier et le dernier décile dans la région, contre 67 000 € en France. Entre le premier et le troisième quartile, ce seraient 35 000 € contre 30 000 € en France.

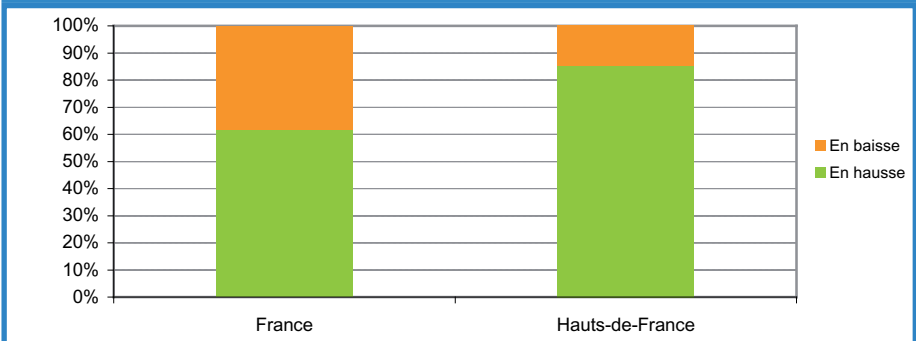
Dans le détail, plus de 57 % des exploitations de la région auraient un RCAI/Utans compris entre 0 et 40 000 € en 2017. Au niveau français, elles seraient 64 %. Pour les tranches de RCAI/Utans plus élevées, le pourcentage d'exploitations régionales concernées serait toujours supérieur au pourcentage national. On aurait ainsi près de 6 % d'exploitations régionales avec un RCAI/Utans supérieur à 100 000 € en 2017 pour 4 % en France. A l'opposé, il est

Résultat courant avant impôt moyen par actif non salarié en 2017



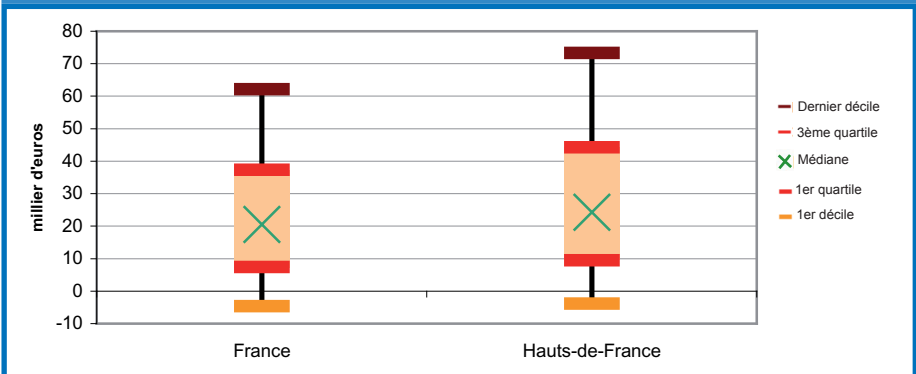
Source : Agreste - RICA 2013 à 2017 provisoire

Pourcentage d'exploitations ayant un résultat en baisse ou en hausse entre 2016 et 2017



Source : Agreste - RICA 2016 et 2017 provisoire

Dispersion du RCAI/Utans en 2017

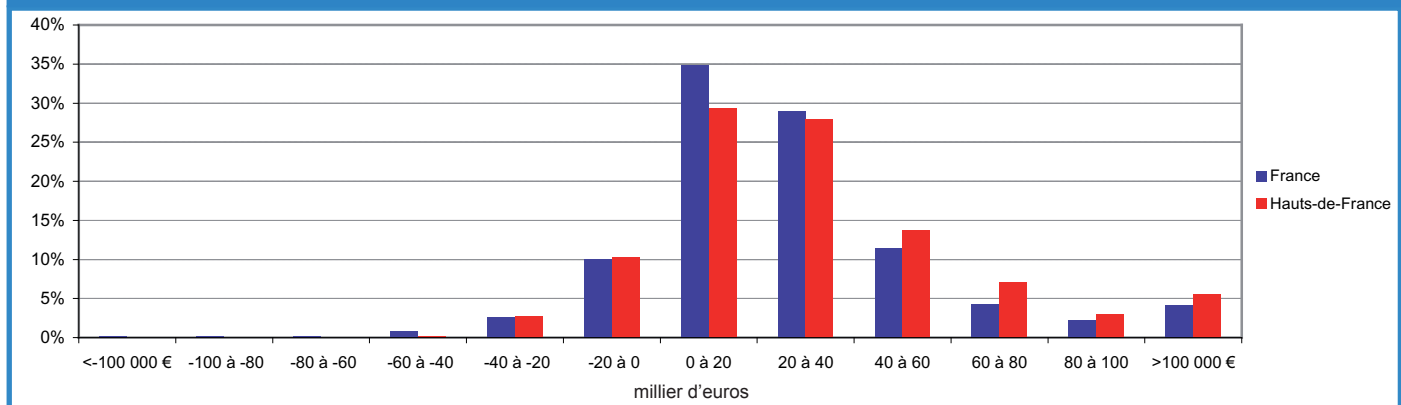


Source : Agreste - RICA 2017 provisoire

Clé de lecture :

En France, 10 % des exploitations (dernier décile) auraient un RCAI/Utans supérieur à 62 000 €. En Hauts-de-France, 25 % des exploitations (premier quartile) auraient un RCAI/Utans inférieur à 9 500 €.

Pourcentage d'exploitations selon la tranche de RCAI/Utans en 2017



Source : Agreste - RICA 2017 provisoire

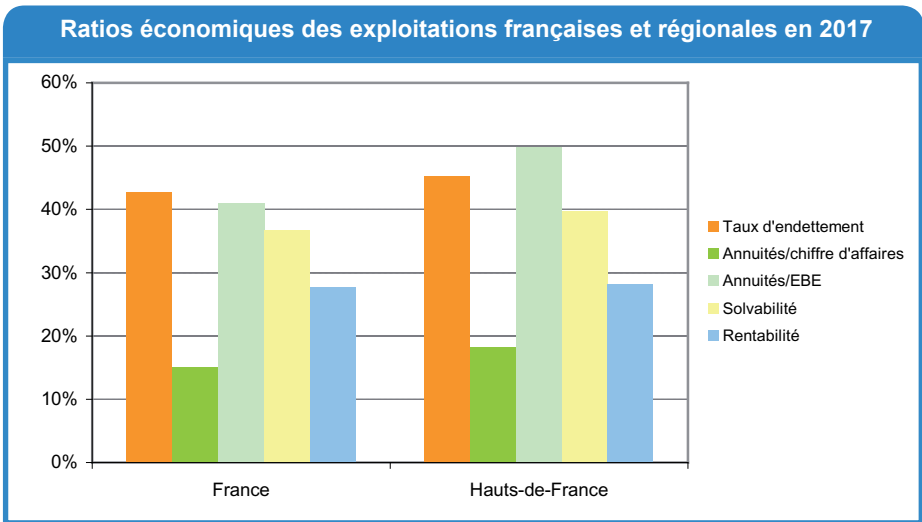
à noter que quasiment aucune exploitation régionale n'aurait un RCAI/Utans inférieur à -40 000 € en 2017, contre presque 1,5 % des exploitations françaises.

Des indicateurs encore défavorables mais qui s'améliorent

Afin de mesurer la santé économique globale des exploitations, le résultat seul ne suffit pas, reflet d'une seule année. Les indicateurs suivants sont utilisés :

- ✓ Le taux d'endettement. Au delà de 50 %, le taux est considéré comme élevé.
- ✓ Le rapport des annuités des emprunts long et moyen terme sur le chiffre d'affaire, ou sur l'EBE. Pour qu'une exploitation soit pérenne, ces deux ratios doivent être inférieurs respectivement à 17 et 45 %.
- ✓ La solvabilité, mesurée par le rapport des dettes court terme sur l'actif circulant. Un ratio supérieur à 50 % peut entraîner des difficultés de paiement.
- ✓ La rentabilité, mesurée par le rapport EBE sur production brute corrigée (production et subventions reçues). Elle doit être supérieure à 30 %.

Trois de ces cinq ratios resteraient défavorables dans la région en 2017, à des niveaux cependant moins voire nettement moins élevés qu'en 2016. Les annuités sur chiffre d'affaire seraient à 18,2 % contre 18,3 % l'année dernière, les annuités sur EBE à 49,8 % contre 80 % en 2016, et la



Source : Agreste - RICA 2017 provisoire

rentabilité progresserait de 18 % à 28 %. Il est à noter que la rentabilité moyenne des exploitations françaises en 2017 serait de 27,8 %, soit légèrement en dessous du niveau régional.

Le taux d'endettement perdrait près de 2 points dans la région. Il resterait supérieur de 2,5 points au niveau national. La solvabilité s'améliorerait également, au niveau régional comme français.

Productions en hausse

Le retour à de bons rendements, conjugué à des prix corrects dans la plupart des filières, permettrait en 2017 une augmentation notable de la valeur de la production de l'exercice (+24 %). Avec des charges d'approvisionnement en baisse de près de -10 %, l'atténuation de la

baisse des subventions d'exploitations, et des charges sociales des exploitants en baisse de -22 % suite aux très mauvais résultats de 2016, le revenu disponible moyen régional s'établirait à 35 000 € en région. Il n'était que de 300 € en 2016. En France en 2017, il serait de 33 600 €.

En 2017, 96 % des exploitations régionales toucheraient des subventions. Ces subventions comprennent les aides PAC, mais également les indemnités d'assurance animales, végétales ou autres, et les diverses autres aides nationales ou locales. Le montant moyen touché par exploitation dans les Hauts-de-France serait en baisse à 32 770 €, passant pour la première fois en dessous du montant moyen national perçu, 33 120 €. La perte accusée par les subventions de la région s'atténuerait, elle serait de près de -2 %

Résultats économiques	France		Hauts-de-France	
	2016	2017 provisoire	2016	2017 provisoire
<i>moyenne en millier d'euros</i>				
Production de l'exercice (nette achats animaux)	185,47	192,83	213,69	237,81
Charges d'approvisionnement	71,68	68,29	100,26	90,68
Valeur ajoutée hors fermage	60,28	70,9	54,71	88,56
Subventions d'exploitation	30,13	29,81	32,24	31,39
Fermage, métayage	14,11	13,9	23,61	21,71
Charges de personnel	14,86	14,74	12,93	11,12
Excédent brut d'exploitation	62,14	72,05	52,15	86,26
Dotation aux amortissements	32,02	31,38	41,73	40,52
Résultat d'exploitation	30,41	41,07	10,9	46,28
Résultat courant avant impôts	27,12	38,07	8,12	43,08
Charges sociales de l'exploitant	9,28	9,3	12,06	9,37
Remboursement du capital emprunté LMT	27,34	26,6	37,44	39,19
Revenu disponible	22,52	33,55	0,35	35,04
Ratios technico-économiques				
RCAI/UTANS en €	19 331	27 241	5 905	31 653
Revenu disponible/UTANS/mois en €	1 877	2 270	29	2 638

Source : Agreste - RICA 2016 et 2017 provisoire

entre 2016 et 2017 contre -8 % entre 2015 et 2016. Au niveau national, la diminution du montant moyen touché serait de -1,5 % contre -2,5 % l'année passée.

En Hauts-de-France, si 13 % des exploitations auraient un résultat négatif en tenant compte des subventions, sans ces mêmes subventions, elles seraient 43 %. Cette dépendance resterait plus marquée au niveau national, puisque 14 % des exploitations auraient un RCAI négatif avec

les subventions pour 50 % sans.

Baisse des charges

A plus de 3 200 € par hectare, les charges moyennes totales des exploitations régionales demeureraient légèrement supérieures de 160 € aux charges françaises. Le total des charges régionales perdrait 6 % entre 2016 et 2017 contre seulement -3 % au niveau français. Hormis les semences et plants, toutes les charges

d'approvisionnement seraient en baisse. La plus notable concernerait les engrais et amendements, -21 %. Les montants consacrés aux charges d'approvisionnement par hectare (ou par UGB pour l'alimentation du bétail) resteraient malgré ces baisses encore tous supérieurs dans la région qu'en France. Les charges sociales des exploitants afficheraient une forte baisse dans la région, -20 %, conséquence directe des mauvais résultats de 2016.

€/ha	France		Hauts-de-France	
	2017	Evolution 2016/2017	2017	Evolution 2016/2017
Charges d'approvisionnement	778	-4,1 %	872	-7,3 %
dont :				
Engrais et amendement	123	-16,3 %	171	-21,2 %
Semences et plants	92	0 %	158	3,3 %
Produits phytosanitaires	113	-8,1 %	195	-9,3 %
Aliments du bétail	276	-1,4 %	212	-9,4 %
Autres charges d'exploitation	2 154	-2,8 %	2 233	-4,9 %
dont :				
Travaux pour cultures et élevage	144	2,1 %	150	8,7 %
Entretien, réparations	105	1,9 %	107	4,9 %
Fermages	158	-1,3 %	209	-5,9 %
Assurances	81	1,3 %	87	3,6 %
Impôts et taxes	25	0 %	28	-6,7 %
Charges de personnel	168	0 %	107	-11,6 %
Dotation aux amortissements	357	-1,4 %	390	-0,5 %
Charges financières	42	-12,5 %	43	-8,5 %
Charges sociales de l'exploitant	106	1,0 %	90	-20,4 %
TOTAL en €/ha	3 080	-3,2 %	3 238	-6,1 %

Source : Agreste - Rica 2016 et 2017 provisoire

Méthodologie

Le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables et techniques individuelles auprès d'exploitations agricoles ayant une dimension économique suffisante : seules les exploitations moyennes et grandes (d'au moins 25 000 € de PBS – voir ci dessous) sont suivies. En 2017, l'échantillon du RICA compte 7 299 exploitations en France métropolitaine ; dont 550 en Hauts-de-France. A la date de cette publication, les résultats de l'année 2017, établis sur 94 % de l'échantillon national et 96 % de l'échantillon régional, sont provisoires.

La Production Brute Standard (PBS) représente la valeur potentielle de production par hectare ou par tête d'animal présent hors toute aide, exprimée en euros. Le total des PBS de toutes les productions animales et végétales donne la PBS totale de l'exploitation. Utilisés pour la première fois en 2010, ils ont été calculés en moyenne sur 5 ans pour les années 2005 à 2009 (coefficients «2007»).

Dans le RICA, les subventions d'exploitations sont enregistrées au titre de la campagne en cours. Au titre de la campagne 2017, les montants des aides découplées, des aides couplées, de l'aide à l'assurance récolte et de l'ICHN ont pu être intégrés, mais les montants des aides bio et des MAEC ont été estimés à cause du retard de paiement.

Mylène COROENNE

DRAAF - Srise

Agreste : la statistique agricole

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Hauts-de-France

Service régional de l'information statistique et économique

518, rue Saint-Fuscien - CS 90069 - 80094 Amiens cedex 3 - Tél. 03 22 33 55 50

Courriel : srise.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr



■ Directeur Régional : Luc MAURER
 ■ Directeur de publication : Grégory BOINEL
 ■ Composition : Monique LECUT

■ Impression : Srise Hauts-de-France
 ■ © Agreste 2019
 ■ ISSN 2609-5505